«LE SAHARA OCCIDENTAL NE FAIT PAS PARTIE DU MAROC», A TRANCHÉ, HIER, L'AVOCAT GÉNÉRAL DE LA COUR EUROPÉENNE DE JUSTICE

Rabat et Bruxelles ne pilleront plus les richesses du peuple sahraoui

Melchior Wathelet, visage angélique et avocat général de la Cour européenne de justice, prononce une sentence lourde de conséquences pour le Maroc : «le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc» et de ce fait, «ni l'Accord d'association UE-Maroc ni l'Accord de libéralisation ne lui sont applicables». D'un mot, tombent à l'eau les accords agricole et de pêche signés entre Bruxelles et Rabat et englobant le Sahara occidental. L'avocat général, naguère homme politique de premier plan dans son pays la Belgique et, aujourd'hui, porte-parole de la plus haute juridiction de l'Union européenne, va plus loin dans son énoncé des motifs en relevant que l'Union européenne et ses Etats membres «n'ont jamais reconnu que le Sahara occidental fait partie du Maroc ou relève de sa souveraineté».

De notre bureau de Bruxelles, Azziouz Mokhtari

En s'exprimant ainsi au nom de magistrats intermédiaires entre le tribunal de première instance qui a déjà invalidé les Accords UE-Maroc et la Cour d'appel qui se réunira dans deux mois, Melchior Wathelet défend, en définitive, l'intérêt européen et argumente pourquoi il avertit dans un autre paragraphe que si l'Union européenne continuait dans son aveuglement commercial avec le Maroc, le Polisario le ferait condamner. Indubitablement. Inéluctablement. C'est inscrit dans le marbre du droit européen et international. L'avocat général ne manque pas, par ailleurs, c'est dans son rôle, de noter «le Sahara occidental est, depuis 1963, inscrit par l'ONU sur la liste des territoires non autonomes qui relèvent de sa résolution portant sur l'exercice du droit à l'autodétermination pour les peuples coloniaux». M. Wathelet ne veut pas, parce qu'il sait qu'il ne le peut pas en droit, c'est sa responsabilité actuelle, sortir de l'Ordonnance de décembre 2015 qui avait annulé l'Accord agricole conclu entre l'UE et le Maroc.

Comme traditionnellement, la Cour d'appel suit les recommandations de l'avocat général, autant écrire que c'est presque la fin du pillage des ressources naturelles du Sahara occidental et le début d'une crise majeure entre Bruxelles et Rabat. Le palais royal ayant toujours estimé que la Commission, le gouvernement de l'Europe en définitive, et les Etats membres de l'UE ne devraient pas prendre en compte les décisions de justice concernant le Sahara occidental. Rabat exige de Bruxelles qu'elle s'assoit sur le droit international et piétine sa propre justice. Victoire éclatante, hier, du Polisario et de la RASD.

A. M.

SYRIE

La trêve respectée

La trêve présentée comme la «dernière chance» pour sortir la Syrie du chaos était globalement respectée hier et les habitants ont pu jouir de leur première nuit de sommeil depuis des mois.

L'arrêt des combats est survenu le jour où le nombre de morts a dépassé les 300 000, dont près de 87 000 civils, dans la guerre déclenchée en mars 2011, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Lundi à 19h locales (16h GMT), une trêve est entrée en vigueur en vertu d'un accord annoncé le 9 septembre par la Russie et les Etats-Unis, parrains respectifs du régime et de la rébellion.

La télévision officielle a fait état de violations mineures marquées par des tirs de roquettes par les rebelles dans les environs de la ville septentrionale d'Alep et dans la province centrale de Homs, qui n'ont pas fait de victimes.

C'est la brutalité de la dernière bataille d'Alep, deuxième ville de Syrie, avec ses centaines de morts, qui a poussé Russes et Américains à chercher un accord pour mettre fin à l'effusion de sang et permettre l'envoi sans entraves d'aides urgentes aux centaines de milliers de personnes assiégées, notamment à Alep.

L'ONU a annoncé néanmoins attendre des garanties de sécurité pour ses convois avant de lancer les opérations humanitaires.

Pour pouvoir acheminer l'aide dans les quartiers rebelles assiégés d'Alep, des militaires russes ont installé un point d'observation mobile sur la route du Castello, un axe vital au nord de la ville qui mène vers la frontière turque d'où doit provenir cet aide, selon des agences russes.

L'accord américano-russe prévoit expressément la «démilitarisation» de la route du Castello, où se trouvaient encore hier après-midi des soldats syriens selon une source militaire syrienne.

Le secrétaire d'Etat John Kerry, qui a négocié l'accord avec son homologue russe Sergueï Lavrov, a estimé que la trêve pourrait «être la dernière chance de sauver» la Syrie.

Nous avons pu dormir

Dans de nombreuses villes et localités, notamment celles tenues par les rebelles et qui étaient la cible de bombardement incessants de l'aviation du régime, l'heure était au soulagement. A l'est comme à l'ouest d'Alep, les habitants ont veillé dans la rue jusqu'à lundi à minuit, profitant du cessez-le-feu pour célébrer l'Aïd Al-Adha, la fête musulmane du sacrifice.

Dans la partie gouvernementale près de la ligne de démarcation, souvent visée par des roquettes tirées par les rebelles, Habib Badr se félicite du calme.

«Ma maison se trouve près de l'hôpital Ramzi et j'ai l'habitude d'entendre la sirène des ambulances toutes les deux ou trois heures. Mais aujourd'hui rien», dit-il.

«Généralement, nous ne fermons pas l'œil de la nuit en raison du bruit des avions», témoigne pour sa part Hassan Abou Nouh, un militant de Talbissé, fief rebelle de la province Homs. «Mais Dieu merci, la nuit dernière nous avons dormi sur nos deux oreilles.»

Même répit dans la province d'Idleb, où les armes se sont tues selon un militant.

Le régime, qui a donné rapidement son accord à la trêve, a annoncé le gel de ses opérations militaires «sur le territoire jusqu'au 18 septembre à 21h GMT».

Affaiblies sur le terrain, l'opposition et la rébellion n'ont pas donné leur approbation formelle à la trêve en réclamant des «garanties», mais elles semblent la respecter sur le terrain.

Cela n'empêche que le scepticisme prévaut sur le succès de ce nouveau cessez-le-feu, après l'échec de plusieurs tentatives.

Comme lors de la précédente trêve fin février qui avait duré quelques semaines, les groupes djihadistes Etat islamique (EI) et Front Fateh al-Cham (ex-Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda), qui contrôlent de vastes régions du pays, sont exclus du nouveau cessez-le-feu.

Collaboration inédite

Dans le cadre de l'accord, M. Kerry a souligné que le régime devrait s'abstenir de mener des raids «dans toute zone où se trouve l'opposition». Or, dans plusieurs zones, les rebelles sont alliés au Front Fateh al-Cham (ex-branche d'Al-Qaïda) considéré comme «terroriste» par Washington et Moscou.

Si cette cessation des hostilités tient pendant une semaine, elle devrait déboucher sur une collaboration inédite entre Moscou et Washington contre les deux groupes djihadistes. Mais un responsable du Pentagone a souligné que cela n'impliquerait pas automatiquement le début de la coopération, après ce délai. «Les délais sont courts et la méfiance est grande.»

Moscou et Washington cherchent à travers la trêve à favoriser une reprise des négociations entre régime et rebelles pour mettre un terme au conflit, qui a poussé à la fuite des millions de personnes et provoqué un désastre humanitaire qui a atteint l'Europe occidentale.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov a souhaité que l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura invite début octobre toutes les parties à des négociations.

SUCCESSION DE BAN KI-MOON

La candidature de Bokova confirmée

La Bulgarie a déclaré hier maintenir à ce stade la candidature de la patronne bulgare de l'Unesco Irina Bokova au poste de secrétaire général de l'ONU, écartant les rumeurs sur son remplacement imminent par la commissaire européenne Kristalina Georgieva.

«Je souhaite du succès à Mme Bokova (au prochain scrutin indicatif du Conseil de sécurité) le 26» septembre, a déclaré au début d'une réunion gouvernementale le Premier ministre bulgare Boïko Borissov. Il a promis à la directrice générale de l'Unesco «le soutien total du gouvernement et de la diplomatie» bulgares, jusqu'à cette date.

«Mais si après le 26, elle n'est pas première ou deuxième, il n'y a pas moyen de poursuivre et nous allons voir tous ensemble quoi faire», a-t-il ajouté en présence de journalistes. Mme Bokova, dont la candidature rencontrerait notamment l'opposition du Royaume-Uni, selon la presse, s'était classée cinquième au quatrième scrutin indicatif, le 9 septembre remporté, comme les trois précédents, par l'ex-Premier ministre portugais et ancien haut commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, le socialiste Antonio Guterres. Moscou et Berlin se sont mutuellement accusés ces derniers jours de mentir sur une tentative éventuelle de la chancelière Angela Merkel de faire pression sur la Bulgarie pour qu'elle change sa candidate et présente la vice-présidente de la Commission européenne, Kristalina Georgieva, proche du parti populaire européen (PPE). Le chef de l'exécutif bulgare a démenti hier ces présomptions d'ingérence, affirmant que son gouvernement «ne se laissera pas influencer par des pays tiers».

M. Borissov, un conservateur, a ajouté que Mme Bokova lui avait fait «mauvaise impression» en refusant d'assister à Sofia à la réunion gouvernementale à laquelle il l'avait conviée. Il a ajouté que si elle n'avait pas été proposée par le gouvernement socialiste précédent, dès 2014, il «aurait d'ores et déjà retiré sa candidature».

Après les votes à titre indicatif, le Conseil de sécurité de l'Onu tiendra le 4 octobre un tour de scrutin au cours duquel les cinq grandes puissances membres du Conseil qui ont un droit de veto (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine), pourront s'en servir pour bloquer l'un ou l'autre des prétendants, ce qui changerait la donne.

LIBYE

100 soldats italiens protégeront l'hôpital militaire à Misrata

Le gouvernement italien a confirmé hier que 100 soldats seront assignés à la protection de l'hôpital militaire que Rome met sur pied en Libye, à l'aéroport de Misrata, dans le cadre d'une intervention humanitaire demandée par Tripoli.

«Nous avons prévu d'envoyer environ 300 personnes, dont 65 sont des médecins et des infirmiers, 135 font partie du soutien logistique et 100 sont destinées à la protection de l'hôpital», a déclaré la ministre de la Défense Roberta Pinotti. La ministre souhaitait corriger ainsi des informations de presse ayant filtré lundi et affirmant que le contingent était composé de 100 médecins/infirmiers et 200 militaires destinés à la protection de l'hôpital.

Mme Pinotti et le chef de la diplomatie italienne Paolo Gentiloni s'exprimaient sur les derniers développements en Libye lors d'une session commune des commissions de la Défense et des Affaires étrangères du Sénat et de la Chambre des députés.

Mme Pinotti a par ailleurs précisé qu'un avion militaire de transport C-27 serait positionné à l'aéroport en cas de nécessité et qu'un navire de guerre italien croiserait également au large des côtes de Misrata comme soutien supplémentaire. La ministre n'a pas précisé la date de mise sur pied de l'hôpital mais elle a ajouté que le contingent italien était «immédiatement opérationnel», la requête formelle du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen - soutenu par la communauté internationale - datant du 8 août, ce qui a permis à Rome de procéder aux préparatifs. Cet hôpital militaire aura à terme une capacité de 50 lits et pourra traiter tous les cas, même si les blessés les plus graves seront vraisemblablement transportés, comme jusqu'à présent, dans des hôpitaux sur le territoire italien. M. Gentiloni a pour sa part réitéré la volonté de Rome d'aider à stabiliser le plus rapidement possible la Libye, et annoncé l'envoi, dès que les conditions le permettront, d'un nouvel ambassadeur italien à Tripoli. Il a de nouveau critiqué l'offensive des autorités rivales du GNA, dont les forces, menées par le général Khalifa Haftar, ont pris lundi le contrôle d'un troisième terminal pétrolier en Libye, qualifiant cette offensive de «déstabilisante» pour tout le pays.